L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DU CAMP[illegible]

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN 21 JUIN

Le Discours de M. Gambetta.

Voici la conclusion du discours prononcé à Nantes par M. Gambetta. *La Gazette de France*, qui le reproduit, fait remarquer que c'est un discours de stratégie, et que le tribun n'est gardé de faire aucune allusion à des réformes sociales, parce qu'il parlait dans une ville de commerce où l'égalité des niveleurs n'eût pas été bien accueillie.

Nous ferons remarquer que les événements n'ont guère donné raison à ce que M. Gambetta a dit des craintes inspirées au commerce par les desseins des réactionnaires :

"Pour gouverner la France, il faut être animé de l'esprit républicain, c'est-à-dire de l'esprit dont est pénétré celui qu'on veut gouverner. C'est parce qu'il y a telle contradiction choquante entre les déclarations du pouvoir et le caractère des fonctionnaires, les discours des fonctionnaires et la conduite des fonctionnaires que la France *se lasse*, s'irrite, me dit-on. Mais quand cela finira-t-il? quand donc verrons-nous la fin de cette sorte de charade perpétuelle où le chef de l'Etat dit que c'est la République, et ses agents prétendent que nous ne sommes que dans une situation passagère, provisoire, dont on se débarrassera avant peu."

Comment voulez-vous qu'un pays puisse s'habituer à un pareil gouvernement, à un pareil régime?

Comment voulez-vous que le jour et l'heure où il trouve l'occasion de manifester sa pensée, il ne le fasse pas dans les termes les plus explicites, les plus caractéristiques, les plus virils pour repousser l'équivoque qui l'enveloppe? Eh alors, quand le gouvernement reçoit cet avertissement, on dit qu'il manifeste de l'étonnement, qu'il ne sait où va la France, qu'il est décidé à ne pas prendre des résolutions d'accord avec cette indication du Popinion publique.

Messieurs, je ne crois pas cela, je ne peux me résoudre à le croire; je ne le croirai que lorsque je le verrai. (Applaudissements.)

Cette question des fonctionnaires, vous le voyez, est la plus grave de toutes; elle est la plus grave, parce que les populations ne peuvent pas comprendre qu'on soit en République lorsqu'on a pour fonctionnaires des hommes notoirement connus pour avoir été les plus cruels adversaires de l'idée républicaine. (Vifs applaudissements.)

Eh bien! le pays, qui veut la sincérité et la loyauté, n'a pu supporter plus longtemps qu'on promette toujours et qu'on ne tienne jamais, qu'on donne l'étiquette et pas autre chose.

La signification des dernières élections n'a pas d'autre portée, d'autre valeur: la France a voulu que sous l'étiquette on mît la chose! Le suffrage universel n'a pas dit autre chose que ceci: respect et intégrité; sécurité, organisation de la République avec ses institutions démocratiques. (Longs applaudissements.)

Eh bien! maintenant avec des élections aussi connues, aussi critiquées, aussi bien examinées surtout, de tous les côtés, dans toutes les conversations, est-il utile, nécessaire, de faire justice de cette campagne de panique, de cette terreur sortie tout entière des écritures des écrivains stipendiés par la réaction? Est-il nécessaire de prendre corps à corps ce fantôme, de le disiper?

Est-il nécessaire de le faire devant des hommes loyaux, intelligents? est-il nécessaire de faire justice de ces accusations de pillage, de pétrole, d'incendie, tout au plus capables d'effrayer les femmes et les enfants? Je ne le crois pas. (Applaudissements.)

Ce qui effraye la France, ce qui inquiète les hommes d'affaires, ce n'est pas la dernière manifestation du suffrage universel: ce sont les desseins hautement avoués des réactionnaires, ce sont les projets que l'on prête à certaines factions; ce sont les craintes qu'éveillent certains hommes, certains partis.

Voilà ce qui fait qu'aujourd'hui il n'y a pas un calme parfait derrière le comptoir des négociants, dans le foyer domestique! Voilà ce qui fait que l'on compte que l'on recule les délais d'échéance! Voilà ce qui fait que les métiers chôment: voilà ce qui fait que l'on ajourne les commandes: voilà ce qui fait que les affaires se ralentissent, que la production s'éteint; c'est parce que nous avons la République, mais qu'elle est aux mains des conspirateurs.

Je ne parle pas du pouvoir, du gouvernement: vous savez de qui je parle. (Oui! oui!) Elle est aux mains de ceux qui ont juré une haine mortelle, qui, sentant qu'ils sont ruinés dans l'opinion, qu'ils sont perdus, veulent se porter à une résolution désespérée, qui certainement ne réussirait pas, mais qui jetterait le trouble, le désordre et la ruine dans la société. (Long applaudissements.)

Voilà ce qui inquiète, voilà ce qui fait que l'on voit le pays tout entier tendre les mains vers le pouvoir et dire: "Mais n'hésitez pas! vous voyez de quel côté la France va; vous voyez de quel côté se précipite le pays! Il veut la République, il la veut avec vous, avec des lois sages, avec une administration pacifique, avec une administration véritablement loyale et non pas une administration corrompue, comprenant les représentants des régimes antérieurs!

Pourquoi hésitez-vous? Ne voyez-vous pas que le pays a applaudi à vos déclarations républicaines du Mésaca du 13 novembre, que vous avez eu le tort de laisser protester, d'abandonner, de mettre de la résistance, lord votre pouvoir, au profit des électeurs qui voulaient vous soutenir, vous consolider, lorsqu'ils vous envoyaient des républicains sincères, dévoués? Voilà ce que veulent dire les élections. (Applaudissements.)

Eh bien! il semble, il paraît,—je refuse de le croire! je ne puis y croire!"— que le chef de l'Etat, quelques conseils perfides qu'on puisse lui donner, quelques inventions imaginaires, grotesques, dont on a pu l'entretenir, quelques combinaisons diaboliques parlementaires dont on a pu chercher à effrayer son esprit: il ne me semble pas qu'en présence de l'arrêt d'unanimité aussi solennel, aussi éclatant que celui que viennent de rendre la France: il ne me semble pas, dis-je, que le chef de l'Etat, avec son intelligence si claire, si lucide, son sens politique si excellent, dont il a donné tant de preuves, puisse se mettre en opposition avec l'arrêt de la France, qui demande la République définitive. (Longs applaudissements.)

Cela ne sera pas ainsi, mais si ce malheur devait arriver, il ne faudrait, chers concitoyens, ni vous alarmer, ni vous abattre; il faudrait, au contraire, redoubler d'énergie, vous serrer les uns contre les autres, côte à côte, abjurer toute espèce d'esprit d'amour-propre, de querelles de personnes, vous présenter compactes, unis invariablement liés les uns avec les autres, tous les membres du parti républicain faisant face à l'ennemi.

Oui, si le malheur voulait que le chef de l'Etat, soit par défaillance, soit par complaisance, ne tînt pas un compte suffisant de l'opinion, s'il se laissait glisser du côté de nos ennemis et prêtait son appui à des mesures inouïes que j'ose appeler criminelles contre la République, contre le suffrage universel, il ne faudrait pas désespérer, car qu'est-ce que peut être un homme, quelque haut qu'il soit placé, quand il tient la vie d'un peuple. Un peuple ne périt point. (Longs applaudissements.)

Mais si cela se produisait, c'est alors qu'il faudrait apporter l'esprit de discipline de cohésion, le sang-froid et la fermeté dont vous avez donné tant de preuves depuis deux ans. (Nouveaux applaudissements.) Oui, je sens que cette session sera redoutable: elle sera grave: on sent que l'adversaire est dans la situation d'un matelot qui, voyant son navire qui coule sous ses pieds, préfère se faire sauter, mais ne rien sauver.

Mes amis, ne vous laissez aller à aucun mouvement d'impatience, de précipitation: observez froidement vos adversaires; attendez fermes et silencieux, ne vous laissez détourner par rien! Observez tous ses mouvements, défiez-vous, car il y a un parti qui respire toujours le besoin de sauver l'ordre, de rétablir l'ordre, de sauver la société! (Longs applaudissements.)

Nous les connaissons ces hommes, nous connaissons leurs actes, nous connaissons leur ordre, nous savons de quoi, il est fait, de quoi il est suivi. (Nouvelle salve d'applaudissements.)

Eh bien, ne donnons jamais un seul prétexte, une seule occasion à ces sauveurs d'ordre. (Applaudissements.)

Nous nous replierons sur nous-mêmes, nous combattrons légalement; nous vous dégoncerons à vous, qui êtes les vrais souverains, à vous, membres du suffrage universel, nous dénoncerons leurs pièges, leurs actes, leurs combinaisons, leurs calculs: nous dénoncerons toutes leurs intrigues afin que la France voie clair, qu'elle puisse atteindre alors les entrepreneurs de ces ennemis et en faire justice. (Applaudissements.)

Telle est, permettez-moi de finir sur ces paroles, telle est la politique que nous devons poursuivre: Modération, discipline, concorde, expectative, afin qu'on sache bien, tour par tour, de quel côté est le fanatisme et de quel côté est la vérité: de quel côté est l'esprit d'agitation, de trouble.

Il n'y a pas un fait qui ne le précise: démarches, lois, questions traitées à la tribune, propositions de commissions, ébranlement du pouvoir du chef de l'Etat, soit par le chef de l'Etat, soit par leurs propositions, soit par leurs votes; agitation électorale, détilleus en faveur du pouvoir temporel, agitations contre tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'exercice de la liberté-pensée. Toutes ces fautes le désentrent d'une façon éclatante, et c'est précisément parla comparaison respective de cette conduite du parti républicain et des partis hostiles, que la France, en pleine liberté, a jugé et a choisi, qu'elle s'est proposé pour la démocratie républicaine.

Il faut donc persévérer dans cette conduite; il faut redoubler d'attention, de prudence, de sagesse; il faut se préparer partout; il faut que les hommes qui veulent jouer un rôle dans la démocratie, les hommes jeunes surtout, se mettent au travail, étudient, échangent entre eux le résultat de leurs méditations, de leurs études. Il faut que le personnel démocratique républicain, qui a paru depuis trois ans dans les divers partis électifs, il faut que ce personnel se fortifie, s'encourage, s'augmente, se complète tous les jours, afin que, donnant un esprit d'ordre, il donne également un esprit de compétence; alors vous aurez cessé d'être un parti militant, vous serez devenus une nation forte se gouvernant elle-même." (Applaudissements.)

En présence de la revendication du pays, celui qui commettrait un acte de désordre, de violence, serait un criminel, un criminel d'Etat, par lui-même commettrait une chose qui doit pervertir l'esprit public, et ne serait à la vraie [illegible]. Ce serait compromettre la République. (Longs applaudissements.)

Donc, pour nous résumer, comptant sur la grande majorité républicain, nous ne comprenons pas la déclamante dissolution, parce qu'elle est la prélude nécessaire de la République, et que nous dénions aux réactionnaires le droit de l'organiser, car ce serait cette République organisée par de pareilles mains [illegible]. Je le disais à Grenoble, je le répète à Nantes, comptez sur moi.

LE GRAND MIRABEAU.

Le *Journal des débats* offre à ses lecteurs la primeur de quelques lettres inédites de Mirabeau, qui jettent un jour intéressant sur la façon dont se préparaient les révolutions et s'établissaient les pouvoirs.

22 octobre 1790.—Vous avez eu, mon cher monsieur, ou vous n'avez pas su que j'ai été mort ou mourant depuis que je n'ai eu le plaisir de vous voir. Je ne sais comment le diable a perdu cette partie, car elle était belle. Rien n'y vendait! passé, encagnat que le roi m'écoutait un rapport, pas hier, pour faire témoigner à M. de [illegible] combien j'ai fait la meilleure que vous aurez vu ce matin dans le *Moniteur*. C'est ne pas perdre son temps. Aussi ce matin, étais-je très *désappointé*. Aussi ne dit-on dans cette Albion, et je n'ai pu remuer. et voici ce qu'en mon absence on a fait ce matin, à l'Assemblée nationale. On a renvoyé au comité d'imposition un projet d'imposition sur les rentes pour en faire remdu comité d'assignement.

C'est à ce degré de turpitude qu'en est l'Assemblée! Brrqu'on ne la soutient pas constamment par les lisières. on peut dire (car il ne faut pas oublier que c'est toujours un verve qui lui a arraché contre son gré des déclarations favorables à la foi publique) c'est à point que couvre dans son sein la soif de l'infâme banqueronte! J'aimerais mieux avoir tous les jours un accès de colique épathique que de laisser passer une telle infamie! C'est à vous que j'ai recours pour détruire de fond en comble l'infâme système que l'on tâche ainsi de rajeunir, et pour m'aider à repousser de l'Assemblée une sculdure dont pourrait l'abbé Terray si l'enfer le restituait aux finances. Vous savez cette matière à fond.... Votre probité, votre intérêt, votre philanthropie, votre morale publique et privée doivent avoir également horreur de cette idée. Je vous conjure de suppléer à mon temps, à ma santé, à ma faiblesse, etc.... Je vous demande un discours où la raison ait toutes ses armes, et le mouvement toute son impulsion...."

Mais l'espace nous manque. Dans les lettres que nous sommes obligés d'écarter, Mirabeau traite successivement de l'abrogation du droit de tester en ligne directe, — de l'adoption, — de la peine de mort, — des établissements préliminaires à la réforme de la jurisprudence criminelle, — de l'organisation des gardes nationales, — de la reddition des accusés réclamés par les puissances étrangères, — du duel, — de la confiscation des biens, — de la prophétie de [illegible] qui exagérées sans doute, mais [illegible] dance belge se trompe en disant qu'aucun journal russe n'a fait la moindre allusion à des éventualités de ce genre. *Le Monde russe* a publié dernièrement, sur la question d'Orient, un article faisant à demi voir que l'empire ottoman marchait rapidement à sa ruine; que la persistance avec laquelle le sultan poursuit son projet de modifier la loi de succession au trône, malgré les avis de ses plus sages conseillers, et l'opposition de la Sublime Porte, jette le trouble et la désorganisation dans ces pays [illegible] et à leur tête l'armée, que la révolution qui obligera la Russie à défendre ses intérêts en Orient.

Le journal russe cite à l'appui de son dire les documents incontestables qui se produisaient dans la succession ministérielle et de la haute administration en Turquie, et si le tableau qu'il a tracé de la situation de cet état est empreint d'un pessimisme évidemment exagéré, on doit reconnaître qu'il renferme néanmoins un fond de vérité.

L'article de l'Opinion Nationale et la presse anglaise exploitent chacune à son profit les modifications ministérielles qui se produisent à Constantinople, les jongleurs de Vienne ne manquent jamais l'occasion de conclure de chaque nomination nouvelle, quelle qu'elle soit d'ailleurs, que la Turquie veut se soustraire de plus en plus à l'influence du cabinet de Saint-Pétersbourg. L'entrée de Rachid-Pacha au ministère des affaires étrangères a cette signification pour le *Frendenblatt* et pour ses confrères de Vienne.

Nous citons ces diverses appréciations, parce qu'elles indiquent assez exactement l'esprit qui anime la presse des pays les plus directement intéressés à la question d'Orient; chacun l'exploite à son profit, sans trop se préoccuper de l'état réel de la situation à Constantinople, qui est loin d'être satisfaisante sans doute, mais qui est aussi beaucoup moins périlleuse qu'on ne paraît le craindre ou le désirer.

L'érection d'une croix, à Saint Hippolyte (Gard) a été l'occasion de quelques troubles et d'un acte de vandalisme, dûs à l'intolérance des libre-penseurs de cette ville.

Voici les renseignements que nous trouvons, à ce sujet, dans une correspondance adressée à la *Gazette de Nîmes* :

Saint-Hippolyte, 13 mai.

....Ce n'est pas sans difficulté que nous sommes arrivés à planter notre croix. La veille, une foule de 4 à 500 personnes s'est portée en masse à la mairie pour protester contre le projet, et dire que si on plantait la croix il y aurait une émeute. Devant cette menace l'autorité a pris des mesures: les soldats ont été consignés au quartier toute la journée, prêts à porter secours si besoin il y avait.

Heureusement cela n'a pas été nécessaire; quelques gendarmes et le commissaire ont suffi à contenir cette foule furieuse.

Ils avaient su qu'on sortirait la croix de l'église à deux heures de l'après-midi, sans aucun cortège; ils s'étaient rendus tous sur la promenade de la plaine, et aussitôt que la croix a été hors de l'église, ils s'y sont tous ruée comme une bande de sauvages; ils avaient déjà mis la main dessus pour la faire lâcher aux porteurs; le commissaire, alors, a montré son écharpe et leur a dit qu'il allait appeler la troupe; cela les a un peu calmés et a permis aux porteurs de reprendre leur marche.

En passant sur le pont du Vidourle, tous se sont mis à hurler: A l'eau! à l'eau! J'ai cru un moment qu'ils allaient exécuter leur dessein. Les gendarmes étaient bousculés, le commissaire insulté, il y a beaucoup de peine, sans dégainer pourtant, ils ont pu encore les contenir. On est arrivé ainsi jusqu'à l'endroit où on devait la placer, et où s'étaient réunies une centaine de catholiques bien déterminés, prêts à tout, et, au fol, l'on dire que j'en étais. Tout était prévu d'avance, aussi la croix a été vite dressée sur son piédestal et scellée: les hurlements redoublés; des insultes, des menaces ont suivi, et, en fin de compte, ils se sont retirés la rage au cœur.

La nuit suivante, une tentative de renversement a eu lieu; on avait passé une corde autour de la croix pour la tirer du côté de la route et la jeter par terre, on n'a pas réussi.

La croix a été renversée dans la nuit de samedi à dimanche, vers deux heures du matin.

Elle a été arrachée fort probablement à l'aide de grosses cordes, tirées par des mulets; elle est tombée sur la route qui conduit à la cure, elle a été brisée en divers endroits, sur le corps du Christ, plusieurs coups de marteau ou de pierres.

Le commissaire central a dressé procès-verbal du fait et a immédiatement télégraphié au procureur de Vigan. Le parquet est de suite arrivé, pour faire l'instruction.

UN DES EXPOSITS DE GASCHE.—L'instruction de l'affaire de la bande de Gasche est tout près d'être terminée.

M. Paulle, juge d'instruction, a du moins à cette heure entre les mains la plupart des rapports relatifs aux forfaits connus par cette dangereuse association de bandits.

Parmi les derniers coups de main avoués par le chef de ces voleurs, qui est entré dans la voie des révélations plus complètes, se trouve un dernier fait qui ne manque pas d'être amusant.

Gasche et quelques-uns de ses affiliés s'étaient amusés, un soir, en manière de distraction, à voler une des voitures de Bornibus, à Saint-Ouen.

Le soir, après avoir vendu le cheval et abandonné la voiture dont ils ne pouvaient se défaire, à cause des inscriptions dont elle était couverte, la bande se réunit en un vaste frichti, fortement épicé de.... moutarde, bien entendu; on savait tous les éléments nécessaires pour assaisonner les mets.

Le commissaire de police chargé de l'instruction de ce vol, ne voulant pas s'en rapporter aux aveux du coupable, se livra avec lui à une enquête particulière.

M. Bornibus, mandé pour constater le fait et reconnaître son cheval, monte en voiture, se fait conduire à la police municipale, puis à la dérobé, pénètre le coteur à qui le quadrupède avait été vendu.

On visite les écuries; M. Bornibus n'y reconnaît point le cheval volé.

Le commissaire furieux, est persuadé que son prisonnier l'a induit en erreur.

En sortant de chez le loueur, tableau:

—Mais le voilà, votre cheval, s'écrie Gasche en montrant le bidet acheté au fiacre qui avait amené M. Bornibus.

Il y avait trois heures que le malheureux maraîcher était accroché au fiacre qu'il avait amené M. Bornibus.

Et qu'on ne croie pas que c'est là un propos en l'air. Il était dit du tout le plus convaincu. Il est authentique, et nous le garantissons.

—Le *Siècle* mange du prêtre et pourrait "l'infâme" jusque dans ses feuilletons d'art. C'est M. Castagnary, qui fait, au rez-de-chaussée de la feuille de la rue Chauchat, la critique du Salon.

Il ne nous coute pas de dire en passant que M. Castagnary y apporte une certaine compétence. Mais voyez dans quel excès de ridicule peut faire tomber la monomanie politique et le *délirium demagogicum*! Le critique d'art du *Siècle* parle d'une toile justement admirée: la *Pentecôte* de M. Jules Breton, et lui paye son tribut d'éloges; il ne s'en tient pas là, et ajoute :

Cette paysanne endimanchée, qui marche, un chapelet dans une main et un cierge dans l'autre, en murmurant des prières, c'est l'image de la Bretagne contemporaine. Regardez-la: elle est venue dans cet encloe par tradition d'enfance, et par tradition aussi elle n'est agenouillée au pied de ce calvaire et a prié pour ceux qui ne sont plus. Mais la netteté de son œil bleu clair, la beauté intelligente de son front protestent contre l'éducation superstitieuse qu'elle a reçue et font voir qu'elle est toute prête pour les vérités nouvelles.

Mais je ne crois pas me risquer beaucoup en prédisant que le jour où les écailles lui tomberont des yeux, ce sera fini pour jamais de son mysticisme. Aucun retour au passé n'est à craindre, quand on examine ces pommettes saillantes et ce menton énergique. Républicaine et matérialiste, cette forte femme nous fera les enfants que mérite la France, des enfants républicains et libres penseurs.

Et voilà dans quel abîme de démence peut faire tomber l'esprit républicain! Mais il y a une objection bien simple à faire à toute cette logomachie: le jour où la paysanne sera devenue libre penseuse, et où *ce sera* fini du mysticisme, y aura plus de poésie, et M. Jules Breton, s'il vit encore, sera obligé de laisser là ses pinceaux ou de nous peindre des bocks, comme M. Manet.

(*Patrie.*)

—Le *Journal d'Ipswich* raconte que le 12 mai, la Lowestoft, lady Smith, une centenaire, a offert un dîner à 107 personnes, dont les âges réunis donnent un total de 9,529 ans. C'est une moyenne de 77 ans par chacune. Le même journal donne l'âge de cent personnes, mortes entre le 7 et le 14 de ce mois, et ces exemples de longévité méritent d'être cités. Marie Curl, morte à 101 ans, Elizabeth Cate 95 ans, Sarah Jakson et mad Annie Taylor 99 ans, le révérend Richard Frankner 94 ans, Elizabeth Ozer 85 ans, Mme Colyer 97 ans, Mme Aldridge 83 ans, Mme Mervin 91 ans, Mme Smith 85 ans, et M. Crisp 84 ans. Sur ces cent personnes, 3 seulement appartiennent au sexe masculin et toutes sont inscrites dans le comté d'Essex.

L'EMPIRE OTTOMAN.

Les journaux anglais affirment que l'on prépare à Saint-Pétersbourg de grands événements en Orient. [illegible] réglés [illegible] la [illegible] l'Europe [illegible] *Indépendance belge* n'a d'autre [illegible] que [illegible] dance belge se trompe en disant qu'aucun journal russe n'a fait la moindre allusion à des éventualités de ce genre. *Le Monde russe* a publié dernièrement, sur la question d'Orient, un article faisant à demi voir que l'empire ottoman marchait rapidement à sa ruine; que la persistance avec laquelle le sultan poursuit son projet de modifier la loi de succession au trône, malgré les avis de ses plus sages conseillers, et l'opposition de la Sublime Porte, jette le trouble et la désorganisation dans ces pays [illegible] et à leur tête l'armée, que la révolution qui obligera la Russie à défendre ses intérêts en Orient.

Le journal russe cite à l'appui de son dire les documents incontestables qui se produisaient dans la succession ministérielle et de la haute administration en Turquie, et si le tableau qu'il a tracé de la situation de cet état est empreint d'un pessimisme évidemment exagéré, on doit reconnaître qu'il renferme néanmoins un fond de vérité.

L'article de l'Opinion Nationale et la presse anglaise exploitent chacune à son profit les modifications ministérielles qui se produisent à Constantinople, les jongleurs de Vienne ne manquent jamais l'occasion de conclure de chaque nomination nouvelle, quelle qu'elle soit d'ailleurs, que la Turquie veut se soustraire de plus en plus à l'influence du cabinet de Saint-Pétersbourg. L'entrée de Rachid-Pacha au ministère des affaires étrangères a cette signification pour le *Frendenblatt* et pour ses confrères de Vienne.

Nous citons ces diverses appréciations, parce qu'elles indiquent assez exactement l'esprit qui anime la presse des pays les plus directement intéressés à la question d'Orient; chacun l'exploite à son profit, sans trop se préoccuper de l'état réel de la situation à Constantinople, qui est loin d'être satisfaisante sans doute, mais qui est aussi beaucoup moins périlleuse qu'on ne paraît le craindre ou le désirer.

L'érection d'une croix, à Saint Hippolyte (Gard) a été l'occasion de quelques troubles et d'un acte de vandalisme, dûs à l'intolérance des libre-penseurs de cette ville.

Voici les renseignements que nous trouvons, à ce sujet, dans une correspondance adressée à la *Gazette de Nîmes* :

Saint-Hippolyte, 13 mai.

....Ce n'est pas sans difficulté que nous sommes arrivés à planter notre croix. La veille, une foule de 4 à 500 personnes s'est portée en masse à la mairie pour protester contre le projet, et dire que si on plantait la croix il y aurait une émeute. Devant cette menace l'autorité a pris des mesures: les soldats ont été consignés au quartier toute la journée, prêts à porter secours si besoin il y avait.

Heureusement cela n'a pas été nécessaire; quelques gendarmes et le commissaire ont suffi à contenir cette foule furieuse.

Ils avaient su qu'on sortirait la croix de l'église à deux heures de l'après-midi, sans aucun cortège; ils s'étaient rendus tous sur la promenade de la plaine, et aussitôt que la croix a été hors de l'église, ils s'y sont tous ruée comme une bande de sauvages; ils avaient déjà mis la main dessus pour la faire lâcher aux porteurs; le commissaire, alors, a montré son écharpe et leur a dit qu'il allait appeler la troupe; cela les a un peu calmés et a permis aux porteurs de reprendre leur marche.

En passant sur le pont du Vidourle, tous se sont mis à hurler: A l'eau! à l'eau! J'ai cru un moment qu'ils allaient exécuter leur dessein. Les gendarmes étaient bousculés, le commissaire insulté, il y a beaucoup de peine, sans dégainer pourtant, ils ont pu encore les contenir. On est arrivé ainsi jusqu'à l'endroit où on devait la placer, et où s'étaient réunies une centaine de catholiques bien déterminés, prêts à tout, et, au fol, j'ose dire que j'en étais. Tout était prévu d'avance, aussi la croix a été vite dressée sur son piédestal et scellée: les hurlements redoublés; des insultes, des menaces ont suivi, et, en fin de compte, ils se sont retirés la rage au cœur.

La nuit suivante, une tentative de renversement a eu lieu; on avait passé une corde autour de la croix pour la tirer du côté de la route et la jeter par terre, on n'a pas réussi.

La croix a été renversée dans la nuit de samedi à dimanche, vers deux heures du matin.

Elle a été arrachée fort probablement à l'aide de grosses cordes, tirées par des mulets; elle est tombée sur la route qui conduit à la cure, elle a été brisée en divers endroits, sur le corps du Christ, plusieurs coups de marteau ou de pierres.

Le commissaire central a dressé procès-verbal du fait et a immédiatement télégraphié au procureur de Vigan. Le parquet est de suite arrivé, pour faire l'instruction.

UN DES EXPOSITS DE GASCHE.—L'instruction de l'affaire de la bande de Gasche est tout près d'être terminée.

M. Paulle, juge d'instruction, a du moins à cette heure entre les mains la plupart des rapports relatifs aux forfaits connus par cette dangereuse association de bandits.

Parmi les derniers coups de main avoués par le chef de ces voleurs, qui est entré dans la voie des révélations plus complètes, se trouve un dernier fait qui ne manque pas d'être amusant.

Gasche et quelques-uns de ses affiliés s'étaient amusés, un soir, en manière de distraction, à voler une des voitures de Bornibus, à Saint-Ouen.

Le soir, après avoir vendu le cheval et abandonné la voiture dont ils ne pouvaient se défaire, à cause des inscriptions dont elle était couverte, la bande se réunit en un vaste frichti, fortement épicé de.... moutarde, bien entendu; on savait tous les éléments nécessaires pour assaisonner les mets.

Le commissaire de police chargé de l'instruction de ce vol, ne voulant pas s'en rapporter aux aveux du coupable, se livra avec lui à une enquête particulière.

M. Bornibus, mandé pour constater le fait et reconnaître son cheval, monte en voiture, se fait conduire à la police municipale, puis à la dérobé, pénètre le coteur à qui le quadrupède avait été vendu.

On visite les écuries; M. Bornibus n'y reconnaît point le cheval volé.

Le commissaire furieux, est persuadé que son prisonnier l'a induit en erreur.

En sortant de chez le loueur, tableau :

—Mais le voilà, votre cheval, s'écrie Gasche en montrant le bidet acheté au fiacre qui avait amené M. Bornibus.

Il y avait trois heures que le malheureux maraîcher était accroché au fiacre qu'il avait amené M. Bornibus.

Et qu'on ne croie pas que c'est là un propos en l'air. Il était dit du tout le plus convaincu. Il est authentique, et nous le garantissons.

—Le *Siècle* mange du prêtre et pourrait "l'infâme" jusque dans ses feuilletons d'art. C'est M. Castagnary, qui fait, au rez-de-chaussée de la feuille de la rue Chauchat, la critique du Salon.

Il ne nous coute pas de dire en passant que M. Castagnary y apporte une certaine compétence. Mais voyez dans quel excès de ridicule peut faire tomber la monomanie politique et le *délirium demagogicum*! Le critique d'art du *Siècle* parle d'une toile justement admirée : la *Pentecôte* de M. Jules Breton, et lui paye son tribut d'éloges; il ne s'en tient pas là, et ajoute :

Cette paysanne endimanchée, qui marche, un chapelet dans une main et un cierge dans l'autre, en murmurant des prières, c'est l'image de la Bretagne contemporaine. Regardez-la : elle est venue dans cet encloe par tradition d'enfance, et par tradition aussi elle n'est agenouillée au pied de ce calvaire et a prié pour ceux qui ne sont plus. Mais la netteté de son œil bleu clair, la beauté intelligente de son front protestent contre l'éducation superstitieuse qu'elle a reçue et font voir qu'elle est toute prête pour les vérités nouvelles.

Mais je ne crois pas me risquer beaucoup en prédisant que le jour où les écailles lui tomberont des yeux, ce sera fini pour jamais de son mysticisme. Aucun retour au passé n'est à craindre, quand on examine ces pommettes saillantes et ce menton énergique. Républicaine et matérialiste, cette forte femme nous fera les enfants que mérite la France, des enfants républicains et libres penseurs.

Et voilà dans quel abîme de démence peut faire tomber l'esprit républicain! Mais il y a une objection bien simple à faire à toute cette logomachie : le jour où la paysanne sera devenue libre penseuse, et où *ce sera* fini du mysticisme, y aura plus de poésie, et M. Jules Breton, s'il vit encore, sera obligé de laisser là ses pinceaux ou de nous peindre des bocks, comme M. Manet.

(*Patrie.*)

—Le *Journal d'Ipswich* raconte que le 12 mai, la Lowestoft, lady Smith, une centenaire, a offert un dîner à 107 personnes, dont les âges réunis donnent un total de 9,529 ans. C'est une moyenne de 77 ans par chacune. Le même journal donne l'âge de cent personnes, mortes entre le 7 et le 14 de ce mois, et ces exemples de longévité méritent d'être cités. Marie Curl, morte à 101 ans, Elizabeth Cate 95 ans, Sarah Jakson et mad Annie Taylor 99 ans, le révérend Richard Frankner 94 ans, Elizabeth Ozer 85 ans, Mme Colyer 97 ans, Mme Aldridge 83 ans, Mme Mervin 91 ans, Mme Smith 85 ans, et M. Crisp 84 ans. Sur ces cent personnes, 3 seulement appartiennent au sexe masculin et toutes sont inscrites dans le comté d'Essex.

PUTTOIS, &c.

Le Grand Musée d'Anatomie,

Au No 60 de rue St-Charles,

Est ouvert tous les jours, pour les messieurs seulement, [illegible] Dr. Cox l'avoue franchement, [illegible] Musée d'Amérique. No 60 de la rue St-Charles, Nlle Orléans.

Bureaux de l'Union Française.

Nouvelle-Orléans, 1er Juin 1873.

A Messieurs les Membres de l'Union Française.

Messieurs et chers compatriotes,

Le Conseil de Direction a l'honneur de prévenir votre commissaire le présent rapport, pour le semestre du 1er décembre 1872 au 31 mai 1873.

Pendant cette période, le nombre de [illegible] qui se sont adressés à la Société pour une aide dans la recherche de travail, s'est élevé à 325, soit :

Hommes	277
Femmes	48

Le Bureau a fait d'actives démarches en faveur de chacune des personnes et a réussi à en placer 238, savoir :

Hommes	197
Femmes	39

Il a délivré 125 Bons de logement et 282 Bons de repas.

29 personnes ont reçu des secours médicaux et des médicaments, par les soins de la Société.

Conformément à notre Charte, les secours en espèces n'ont été distribués que dans des cas d'urgence. Ces secours ont nécessité l'emploi d'une somme d'environ $200, dont la majeure partie a été affectée à l'acquisition d'outils ou d'installation de travail.

Le cours d'anglais GRATUIT est suivi avec assiduité par 30 élèves de tout âge. Fait en point de vue pratique, il rend des services réels à une classe fort intéressante de nos compatriotes, celle des nouveaux arrivés.

Il nous est impossible d'énumérer nombre des services rendus par le Bureau, qui embrassent à toutes espèces de classifications : renseignements demandés, emballeurs aux bateaux et chemins de fer, correspondance, etc.

Messieurs et chers compatriotes, en votre pouvoir est d'augmenter encore et de nous rendre plus efficaces ces services, en nous faisant connaître parmi ceux qui, de temps, ont été l'une des qualités de nos membres.

Notre Société a pour but la bienfaisance pure, l'assistance à tous ceux qui ont besoin d'un appui matériel et moral. Comptant à peine six mois d'existence, l'UNION FRANÇAISE a rendu déjà des services réels et nombreux. Que ne devrait-elle pas et, au lieu de rencontrer [illegible] elle dispose, elle avait entre les mains un moyen plus important. Les misères qui viennent à nous chaque jour, et celles qui se cachent et auxquelles il faudrait aller, ne peuvent, dans l'état actuel de notre caisse, être soulagées comme elles méritent de l'être.

Aidez nous donc à élargir notre cercle et à augmenter le nombre de nos membres et le chiffre de nos recettes, faites en faveur de notre œuvre une active propagande. Que les membres nouveaux leur égalisme ! que leur pensée aille à ceux qui souffrent, et que bientôt, pour l'honneur de notre population, il ne soit pas un Français qui [illegible] à nos compatriotes dans le malheur les uns contre ceux par mois que l'Union Française demande à chacun de ses membres.

Recevez, messieurs et chers compatriotes, l'assurance de nos sentiments fraternels et dévoués.

Pour le Conseil de direction et par ses ordre :

Le Vice-Président,

H. SALOMON.

Le Secrétaire adjoint,

A. DE MONTLUZIN.

Le Trésorier,

J. B. SEGUIN.

6 juin

Consulat de France

A LA NOUVELLE-ORLEANS.

Avis est donné aux Alsaciens-Lorrains qui, par l'établissement de [illegible] ont conservé la nationalité française, qu'un Consulat, qui [illegible] vient d'être établi près du ministère de la guerre, ils ont la faculté de déclarer, par devant le Consul, leur intention en faveur de la nationalité française, et qu'à cet effet ils [illegible] qu'ils se rendent à cet effet au secrétaire de France, rue des Capucins, [illegible] de leur [illegible] de leur signature, le certificat constatant leur déclaration en faveur de la nationalité française.

Les [illegible] en faveur [illegible] ces [illegible] avril—6m

The Freedman's Savings & Trust Co.

SALISSE D'ÉPARGNE NATIONALE.

Charte accordée par les Etats-Unis en 1865.

SUCCURSALE DE LA NLLE-ORLEANS,

No 182 Rue du Canal,

ENCOIGNURE BIENVILLE.

HEURES DE BANQUE :

De 9 heures A. M. à 3 heures P. M.

Ouverte les mardi, jeudi et samedi soir des dépôts, de 6 à 8 heures.

L'Honble. Benjamin de Six Fellows, Président.

C. B. STURTEVANT, A. FELLOWS,

Caissier. Aide-Caissier.

On peut se procurer des copies de la Charte à la Banque. 1 juin—1an

Louisiana State University,

A BATON-ROUGE, LOUISIANE.

ORGANISATION MILITAIRE.

VINGT-QUATRIEME ETAT ANNUEL

—DE LA—

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

24 Mai 1872.

LES Directeurs, conformément à la Charte, annoncent l'état suivant des affaires de la Compagnie, à la date du 30 avril 1873 :

Cinquième cour de District pour le [illegible]	$126,647 94
Primes d'intérêts	14,330 00
Primes des rivières	163,200 10
	$304,411 55

Montant des primes, moins le réassurance et les primes remboursées..... $124,152 46

Pertes payées :

Sur ring ses d'incendie $80,241 40

Sur risques de mer..... 46,422 39

Sur risques de rivières 64,253 10

$170,166 49

Taxes, escompte au lieu de participation, timbres, dépenses, escompte, etc..... 54,155 69 224,322 18

Laissant un bénéfice net de..... $80,089 37

Dont être déduits en cours comprenant :

Effets à recevoir..... $64,439 69

Prêts sur bons et hypothèque. 94,323 00

$158,762 69

Prêts garantis par actions payables sur demande..... 106,115 64

En caisse..... 15,642 22

121,757 86

Propriétés foncières..... 106,000 47

Dans de la ville, actions de banques et autres..... 105,000 00

Primes en voie de recouvrement..... 39,916 11

$506,422 39

Réservé pour pertes non réglées et pour taxes..... $17,000 00

La somme qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.

THOS. A. ADAMS,

Président.

HENRY V. HODGE, secrétaire.

État de la Louisiane,

Paroisse d'Orléans, } ss.